

**Art. 3.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten, voor de oproepen tot de kandidaten met als doel de erkenning van Bronnencentra voor de overdracht van de herinnering of gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering, zoals bedoeld bij de artikelen 11 en 13 van het bovenvermelde decreet, genieten de leden een zitpenning van € 100 per werkelijke aanwezigheid op iedere vergadering van de Raad besteed aan het onderzoek van deze dossiers.

Dit bedrag wordt beperkt tot € 200 per jaar.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

Brussel, 14 juli 2011.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs  
en Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2130

[2011/204152]

#### 20 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrôle par l'Etat du port

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 49.831/4 du Conseil d'Etat, donné en date du 6 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Objet.

Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au contrôle par l'Etat du port.

**Art. 2.** Champ d'application.

Le présent arrêté s'applique à tout navire ainsi qu'à son équipage faisant escale dans un port ou mouillage de la Région wallonne pour effectuer une activité d'interface navire/port.

Les bateaux de pêche, les navires de guerre, les bâtiments de servitude, les embarcations en bois de conception primitive, les navires des pouvoirs publics utilisés à des fins non commerciales et les bateaux de plaisance utilisés à des fins non marchandes sont exclus du champ d'application du présent arrêté.

**Art. 3.** Définitions.

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1) « conventions » : les conventions ci-après ainsi que les protocoles et modifications de ces conventions et codes associés ayant force obligatoire, dans leur version actualisée :

a) la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (LL 66);

b) la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS 74);

c) la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, modifiée par le protocole de 1978 (MARPOL 73/78);

d) la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW 78/95);

e) la Convention de 1972 sur le règlement international pour prévenir les abordages en mer (COLREG 72);

f) la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires (ITC 69);

g) la Convention de 1976 concernant les normes minimales à observer sur les navires marchands (convention OIT 147);

h) la Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (CLC 92);

2) « mémorandum d'entente de Paris » : le mémorandum d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'Etat du port, signé à Paris le 26 janvier 1982, dans sa version actualisée;

3) « région couverte par le mémorandum d'entente de Paris » : la zone géographique dans laquelle les signataires du mémorandum d'entente de Paris effectuent des inspections dans le contexte dudit mémorandum;

- 4) « navire » : tout navire de mer soumis à une ou à plusieurs des conventions et battant un pavillon autre que celui de l'Etat du port;
- 5) « activité d'interface navire/port » : les interactions qui se produisent lorsqu'un navire est directement et immédiatement affecté par des activités entraînant le mouvement de personnes ou de marchandises ou la fourniture de services portuaires vers le navire ou à partir du navire;
- 6) « navire au mouillage » : un navire qui est au port ou dans un autre lieu relevant de la juridiction d'un port, mais qui n'est pas à un poste d'amarrage, et qui effectue une activité d'interface navire/port;
- 7) « inspecteur » : l'agent chargé du contrôle de la navigation désigné à cet effet;
- 8) « inspection initiale » : une visite effectuée à bord d'un navire par un inspecteur pour vérifier la conformité aux conventions et règlements applicables et comprenant au moins les contrôles prescrits par l'article 12, 1, de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 relatif au contrôle par l'Etat du port;
- 9) « inspection détaillée » : une inspection par laquelle le navire, son équipement et son équipage sont soumis, en tout ou en partie selon le cas, à un examen approfondi, dans les conditions précisées à l'article 12, 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 relatif au contrôle par l'Etat du port, pour tout ce qui concerne la construction, l'équipement et l'équipage, les conditions de vie et de travail et la conformité aux procédures opérationnelles à bord du navire;
- 10) « inspection renforcée » : inspection prévue à l'article 13 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 relatif au contrôle par l'Etat du port et portant au moins sur les points énumérés à l'annexe VII de ce même arrêté royal. Une inspection renforcée peut inclure une inspection détaillée si cela est clairement justifié conformément à l'article 12, 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 relatif au contrôle par l'Etat du port;
- 11) « autorité compétente » : toute autorité maritime chargée du contrôle par l'Etat du port conformément à la Directive 2009/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au contrôle par l'Etat du port;
- 12) « instance compétente » : la Direction Contrôle de la navigation de la Direction générale Transport maritime du Service public fédéral Mobilité et Transports;
- 13) « autorité portuaire » : l'autorité ou le service compétent désigné par la Région wallonne pour chaque port pour recevoir et mettre à disposition les informations notifiées en vertu du présent arrêté;
- 14) « immobilisation » : l'interdiction formelle signifiée à l'encontre d'un navire de prendre la mer en raison des anomalies constatées qui, isolément ou ensemble, entraînent l'impossibilité pour le navire de naviguer.

#### **Art. 4.** Notification de l'arrivée des navires.

L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire qui est susceptible d'être soumis à une inspection renforcée et fait route vers un port ou mouillage situé en Région wallonne notifie son arrivée conformément aux dispositions de l'annexe.

Dès qu'elle a reçu la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, l'autorité portuaire désignée pour assurer cette fonction communique les informations à l'instance compétente.

Pour toute communication prévue au présent article, il est fait usage de moyens électroniques dans la mesure du possible.

Les procédures et modèles élaborés aux fins de l'annexe sont conformes aux dispositions applicables de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information.

#### **Art. 5.** Immobilisation du navire et remboursement des frais.

L'autorité portuaire coopère avec l'instance compétente pour faciliter l'accueil des navires immobilisés.

En cas d'immobilisation d'un navire, tous les coûts liés à l'immobilisation dans le port sont à charge du propriétaire ou de l'exploitant du navire.

#### **Art. 6.** Rapports établis par les pilotes et les autorités portuaires.

Les pilotes de la Région wallonne qui sont chargés de la mise à quai des navires dans un port de la Région wallonne ou qui sont engagés sur des navires en transit en Région wallonne ou faisant route vers un port de la Région wallonne informent immédiatement l'instance compétente des anomalies manifestes éventuelles qu'ils constatent dans l'exercice normal de leurs fonctions et qui risquent de compromettre la sécurité de la navigation ou de constituer une menace pour le milieu marin.

Lorsque l'autorité portuaire, dans l'exercice normal de ses fonctions, apprend qu'un navire se trouvant dans l'enceinte portuaire présente des anomalies manifestes susceptibles de compromettre la sécurité du navire ou de constituer une menace déraisonnable pour le milieu marin, elle en informe immédiatement l'instance compétente.

Les pilotes et l'autorité portuaire sont tenus de communiquer au moins les informations ci-après, autant que possible en format électronique :

- données du navire (nom, numéro d'identification OMI, indicatif d'appel et pavillon);
- données du voyage (dernier port d'escale, port de destination);
- description des anomalies manifestes constatées à bord.

#### **Art. 7.** Echange d'information et coopération.

Outre les informations notifiées conformément aux articles 4 et 6 du présent arrêté, l'autorité portuaire fournit à l'instance compétente les informations suivantes dont elle dispose :

— informations concernant les navires qui n'ont pas procédé à toutes les notifications d'informations obligatoires en vertu du présent arrêté, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information;

— informations concernant les navires qui ont pris la mer sans s'être conformés aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2003 relatif aux installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

**Art. 8. Sanctions.**

Les agents régionaux visés à l'article 6 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques sont chargés de rechercher et de constater les infractions au présent arrêté.

Les infractions aux obligations imposées par le présent arrêté sont punies des sanctions prévues par la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

**Art. 9. Exécution.**

Le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

## ANNEXE

## NOTIFICATION

Informations à fournir en vertu de l'article 4.

Les informations énumérées ci-dessous sont communiquées à l'autorité portuaire au moins trois jours avant la date prévue de l'arrivée au port ou au mouillage ou avant que le navire ne quitte le port ou mouillage précédent si le voyage doit durer moins de trois jours :

- a) identification du navire (nom, indicatif d'appel, numéro d'identification OMI ou numéro MMS);
  - b) durée prévue de l'escale;
  - c) pour les navires-citernes :
    - configuration : simple coque, simple coque avec SBT, double coque;
    - état des citernes à cargaison et à ballast : pleines, vides, inertées;
    - volume et nature de la cargaison;
  - d) opérations envisagées au port ou au mouillage de destination (chargement, déchargement, autres);
  - e) inspections et visites réglementaires envisagées et travaux de maintenance et de réparation importants qui seront effectués dans le port de destination;
  - f) date de la dernière inspection renforcée dans la région couverte par le mémorandum d'entente de Paris.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2011 relative au contrôle par l'Etat du port.  
Namur, le 20 juillet 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2130

[2011/204152]

**20. JULI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Hafenstaatkontrolle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport, Artikel 1;

Aufgrund des am 6. Juli 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.831/4;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 - Gegenstand.**

Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/16/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die Hafenstaatkontrolle teilweise umgesetzt.

**Art. 2 - Anwendungsbereich.**

Der vorliegende Erlass gilt für Schiffe, die einen Hafen oder Ankerplatz der Wallonischen Region anlaufen, in dem eine Schnittstelle Schiff/Hafen erfolgen soll, und ihre Besatzung.

Fischereifahrzeuge, Kriegsschiffe, Flottenhilfsschiffe, Holzschiffe einfacher Bauart, staatliche Schiffe, die für nichtgewerbliche Zwecke verwendet werden, und Vergnügungsjachten, die nicht dem Handelsverkehr dienen, sind vom Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgeschlossen.

**Art. 3 - Definitionen.**

Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1) "Übereinkommen": folgende Übereinkommen mit ihren Protokollen und Änderungen sowie die damit zusammenhängenden rechtlich bindenden Kodizes in der jeweils geltenden Fassung:

- a) das Internationale Freibord-Übereinkommen von 1966 (LL 66);
- b) das Internationale Übereinkommen von 1974 zum Schutz des menschlichen Lebens auf See (SOLAS 74);
- c) das Internationale Übereinkommen von 1973 zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe und das Protokoll von 1978 zu diesem Übereinkommen (MARPOL 73/78);
- d) das Internationale Übereinkommen von 1978 über Normen für die Ausbildung, die Erteilung von Befähigungszeugnissen und den Wachdienst von Seeleuten (STCW 78/95);
- e) das Übereinkommen von 1972 über die Internationalen Regeln zur Verhütung von Zusammenstößen auf See (COLREG 72);
- f) das Internationale Schiffsvermessungs-Übereinkommen von 1969 (ITC 69);
- g) das Übereinkommen von 1976 über Mindestnormen auf Handelsschiffen (ILO Nr. 147);
- h) das Internationale Übereinkommen von 1992 über die zivilrechtliche Haftung für Ölverschmutzungsschäden (CLC 92);

2) "Pariser Vereinbarung": die am 26. Januar 1982 in Paris unterzeichnete Vereinbarung über die Hafenstaatkontrolle in der jeweils geltenden Fassung;

3) "unter die Pariser Vereinbarung fallende Region": der geografische Raum, in dem die Unterzeichnerstaaten der Pariser Vereinbarung im Rahmen dieser Vereinbarung Überprüfungen durchführen;

4) "Schiff": ein seegehendes Fahrzeug, auf das eines oder mehrere Übereinkommen Anwendung finden und das eine andere Flagge als diejenige des Hafenstaats führt;

5) "Schnittstelle Schiff/Hafen": die Interaktionen, die auftreten, wenn ein Schiff direkt und unmittelbar von Tätigkeiten betroffen ist, die im Zusammenhang mit der Beförderung von Personen oder Gütern oder mit der Erbringung von Hafendienstleistungen vom oder zum Schiff stehen;

6) "Schiff an einem Ankerplatz": ein in einem Hafen oder einem anderen Gebiet im Zuständigkeitsbereich eines Hafens, jedoch nicht an einem Liegeplatz, befindliches Schiff, bei dem eine Schnittstelle Schiff/Hafen vorliegt;

7) "Besichtiger": der mit der Schifffahrtkontrolle beauftragte Bedienstete, der zu diesem Zweck bezeichnet wird;

8) "Erstüberprüfung": ein Besuch an Bord des Schiffes durch einen Besichtiger zur Überprüfung der Beachtung der einschlägigen Übereinkommen und Vorschriften, wobei mindestens die in Artikel 12, 1 des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2010 über die Hafenstaatkontrolle vorgeschriebenen Kontrollen durchzuführen sind;

9) "gründlichere Überprüfung": eine Überprüfung, bei der das Schiff, seine Ausrüstung und seine Besatzung unter den in Artikel 12, 3 des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2010 über die Hafenstaatkontrolle genannten Umständen insgesamt oder gegebenenfalls teilweise einer ausführlichen Prüfung hinsichtlich Bau, Ausrüstung, Besatzung, Lebens- und Arbeitsbedingungen und Einhaltung der Betriebsverfahren an Bord unterzogen werden;

10) "erweiterte Überprüfung": eine in Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2010 über die Hafenstaatkontrolle vorgesehene Überprüfung, die sich mindestens auf die in der Anlage VII des vorliegenden Erlasses angeführten Punkte bezieht. Eine erweiterte Überprüfung kann eine gründlichere Überprüfung beinhalten, wann immer dafür triftige Gründe gemäß Artikel 12, 3 des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2010 über die Hafenstaatkontrolle vorliegen;

11) "zuständige Behörde": eine für die Hafenstaatkontrolle gemäß der Richtlinie 2009/16/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die Hafenstaatkontrolle zuständige Seeschiffverkehrsbehörde;

12) "zuständige Instanz": die Direktion der Schifffahrtkontrolle der Generaldirektion Seetransport des föderalen öffentlichen Dienstes Mobilität und Transport;

13) "Hafenbehörde": die zuständige Behörde oder Stelle, die von der Wallonischen Region zur Entgegennahme und Weitergabe von gemäß dem vorliegenden Erlass gemeldeten Informationen benannt worden ist;

14) "Festhalten": das förmliche Verbot, mit dem einem Schiff wegen festgestellter Mängel, die es einzeln oder zusammen seeuntüchtig machen, untersagt wird, auszulaufen.

**Art. 4 - Anmeldung von Schiffen.**

Der Betreiber, Agent oder Kapitän eines für eine erweiterte Überprüfung in Betracht kommenden und zu einem in der Wallonischen Region gelegenen Hafen oder Ankerplatz fahrenden Schiffes meldet dessen Ankunft gemäß den Bestimmungen der Anlage an.

Nach Eingang der Anmeldung gemäß Absatz 1 und Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr übermittelt die für diesen Zweck bezeichnete Hafenbehörde diese Information an die zuständige Instanz.

Bei allen in diesem Artikel vorgesehenen Mitteilungen ist der elektronischen Übermittlung stets der Vorzug zu geben.

Die für die Zwecke der Anlage entwickelten Verfahren und Formate müssen den einschlägigen Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr entsprechen.

**Art. 5 - Festhalten des Schiffes und Kostenerstattung.**

Die Hafenbehörde arbeitet im Hinblick auf die Erleichterung der Unterbringung festgehaltener Schiffe mit der zuständigen Instanz zusammen.

Wird ein Schiff festgehalten, so sind alle mit dem Festhalten im Hafen verbundenen Kosten vom Eigner oder Betreiber des Schiffes zu tragen.

**Art. 6 - Berichte von Lotsen und Hafenbehörden.**

Die Lotsen der Wallonischen Region, die Schiffe zu oder von ihrem Liegeplatz begleiten oder auf zu einem Hafen in der Wallonischen Region fahrenden oder auf der Durchfahrt befindlichen Schiffen in der Wallonischen Region tätig sind, unterrichten unverzüglich die zuständige Instanz, sofern sie bei der Erfüllung ihrer üblichen Pflichten von offensichtlichen Auffälligkeiten Kenntnis erhalten, die die sichere Fahrt des Schiffes gefährden oder eine Gefährdung für die Meeresumwelt darstellen können.

Erhält die Hafenbehörde im Rahmen ihrer üblichen Pflichten Kenntnis davon, dass ein Schiff in ihrem Hafen offensichtliche Auffälligkeiten aufweist, die die Sicherheit des Schiffes gefährden oder eine unangemessene Gefährdung für die Meeresumwelt darstellen können, so unterrichtet sie unverzüglich die zuständige Instanz.

Die Lotsen und die Hafenbehörden sind verpflichtet, mindestens folgende Angaben vorzugsweise in elektronischem Format zu melden:

- Angaben zum Schiff (Name, IMO-Kennnummer, Rufzeichen und Flagge);
- Informationen zur Route (letzter Anlaufhafen, Bestimmungshafen);
- Beschreibung der an Bord festgestellten offensichtlichen Auffälligkeiten.

**Art. 7 - Informationsaustausch und Zusammenarbeit.**

Außer den gemäß den Artikeln 4 und 6 des vorliegenden Erlasses zugestellten Informationen übermittelt die Hafenbehörde der zuständigen Instanz folgende Angaben, über die sie verfügt:

— Informationen über Schiffe, die gemäß dem vorliegenden Erlass, dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr erforderliche Angaben nicht mitgeteilt haben;

— Informationen über Schiffe, die ohne Einhaltung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2003 über Hafenauffangeinrichtungen für Schiffsabfälle und Ladungsrückstände ausgelaufen sind.

**Art. 8 - Sanktionen.**

Die in Artikel 6 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes erwähnten regionalen Bediensteten sind damit beauftragt, die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass aufzuspüren und festzustellen.

Die Verstöße gegen die Verpflichtungen, die durch den vorliegenden Erlass auferlegt sind, werden mit den im Gesetz vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport erwähnten Strafen geahndet.

**Art. 9 - Durchführung.**

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

## ANLAGE

## ANMELDUNG

Nach Artikel 4 mitzuteilende Angaben

Der Hafenbehörde wird mindestens drei Tage vor der erwarteten Ankunft im Hafen oder am Ankerplatz bzw. vor Verlassen des vorherigen Hafens, falls die Fahrt voraussichtlich weniger als drei Tage dauert, Folgendes mitgeteilt:

- a) Identifikation des Schiffes (Name, Rufzeichen, IMO-Kennnummer oder MMSI-Nummer);
- b) vorgesehene Dauer der Liegezeit;
- c) für Tankschiffe:
  - Bauweise: einfache Hülle, einfache Hülle mit getrenntem Ballasttank (SBT), Doppelhülle;
  - Zustand der Lade- und Ballasttanks: voll, leer, inertisiert;
  - Ladungsart und -volumen;
- d) geplante Tätigkeiten im Bestimmungshafen oder am Bestimmungsankerplatz (Laden, Löschen, sonstige);
- e) geplante vorgeschriebene Kontrollüberprüfungen und wesentliche Instandhaltungs- und Instandsetzungsarbeiten, die während des Aufenthalts im Bestimmungshafen durchzuführen sind;
- f) Datum der letzten erweiterten Überprüfung in der unter die Pariser Vereinbarung fallenden Region.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2011 über die Hafensaatkontrolle als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Juli 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2130

[2011/204152]

## 20 JULI 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende havenstaatcontrole

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1;

Gelet op het advies nr. 49.831/4 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Doel.

Richtlijn 2009/16/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 betreffende havenstaatcontrole wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** Toepassingsgebied.

Dit besluit is van toepassing op ieder schip en zijn bemanning dat een haven of ankerplaats van het Waalse Gewest aandoet om een interactie schip/haven-raakvlak te verrichten.

Dit besluit is niet van toepassing op vissersvaartuigen, oorlogsschepen, marinehulpschepen, houten schepen van primitieve bouw, voor niet-commerciële doeleinden gebruikte overheidsschepen en niet-commerciële pleziervaartuigen.

**Art. 3.** Definities.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1) « verdragen » : de volgende verdragen, met inbegrip van de op deze verdragen betrekking hebbende protocollen, wijzigingen en voorschriften met dwingend karakter, in de versie die van kracht is

a) het Internationaal Verdrag betreffende de uitwatering van schepen van 1966 (LL 66);

b) het Internationaal Verdrag voor de veiligheid van mensenlevens op zee van 1974 (SOLAS 74);

c) het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen van 1973, gewijzigd bij het Protocol van 1978 (MARPOL 73/78);

d) het Internationaal Verdrag betreffende de normen voor zeevarenden inzake opleiding, diplomering en wachtdienst van 1978 (STCW 78/95);

e) het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee van 1972 (COLREG 72);

f) het Internationaal Verdrag betreffende de meting van schepen van 1969 (ITC 69);

g) het Verdrag betreffende minimumnormen op koopvaardij schepen van 1976 (ILO nr. 147);

h) het Internationaal Verdrag inzake de wettelijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie van 1992 (CLC 92);

2) « MOU van Parijs » : het op 26 januari 1982 te Parijs ondertekende Memorandum van overeenstemming inzake havenstaatcontrole, in de versie die van kracht is;

3) « Onder het MOU van Parijs vallende gebied » : het geografische gebied waarin de ondertekenende partijen bij het MOU van Parijs inspecties uitvoeren overeenkomstig het MOU van Parijs;

4) « schip » : een zeegaand vaartuig waarop één of meer van de verdragen van toepassing zijn, varende onder een andere vlag dan die van de havenstaat;

5) « Schip/haven-raakvlak » : de interacties die plaatsvinden wanneer een schip rechtstreeks en onmiddellijk betrokken is bij de acties die gepaard gaan met de verplaatsing van personen of goederen, dan wel de verlening van havendiensten aan of vanuit het schip;

6) « Schip voor een ankerplaats » : een schip in een haven of in een ander gebied onder de jurisdictie van een haven dat niet aan de kade ligt en een schip/haven-raakvlak uitvoert;

7) « inspecteur » : de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaar die daartoe aangesteld is;

8) « eerste inspectie » : een bezoek door een inspecteur aan boord van een schip teneinde na te gaan of wordt voldaan aan de geldende verdragen en voorschriften waarbij ten minste de in artikel 12, 1, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende havenstaatcontrole vermelde controles worden uitgevoerd;

9) « meer gedetailleerde inspectie » : een inspectie waarbij het schip, de uitrusting en de bemanning, geheel of, voor zover van toepassing, gedeeltelijk onder de in artikel 12, 3, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende havenstaatcontrole beschreven omstandigheden worden onderworpen aan een grondig onderzoek, dat de constructie van het schip, de uitrusting, de personeelssterkte, de leef- en werkomstandigheden en de naleving van de operationele voorschriften aan boord omvat;

10) « uitgebreide inspectie » : een inspectie bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende havenstaatcontrole en die tenminste de in bijlage VII bij hetzelfde koninklijk besluit opgesomde onderdelen omvat. Een uitgebreide inspectie kan een gedetailleerde inspectie omvatten indien daarvoor op grond van artikel 12, 3, van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende havenstaatcontrole gegronde redenen zijn;

11) « bevoegde autoriteit » : maritieme overheid die overeenkomstig Richtlijn 2009/16/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende havenstaatcontrole verantwoordelijk is voor de havenstaatcontrole;

12) « bevoegde instantie » : de Directie Scheepvaartcontrole van het Directoraat-generaal Maritiem Vervoer van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer;

13) « havenautoriteit » : de bevoegde autoriteit of de bevoegde dienst die voor elke haven door het Waalse Gewest is aangewezen om de krachtens dit besluit meegedeelde informatie in ontvangst te nemen en door te geleiden;

14) « aanhouding » : het formele verbod voor een schip om uit te varen omdat er tekortkomingen zijn geconstateerd die afzonderlijk of gezamenlijk maken dat het schip niet zeewaardig is.

#### **Art. 4.** Aanmelding van de aankomst van schepen.

De exploitant, agent of kapitein van een schip dat voor een uitgebreide inspectie in aanmerking komt en op weg is naar een haven of ankerplaats in het Waalse Gewest, dient de aankomst daarvan te melden overeenkomstig de bepalingen van de bijlage.

Zodra ze de aanmelding bedoeld in het eerste lid en in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de scheepvaart heeft ontvangen, zal de daartoe aangestelde havenautoriteit ze doorsturen naar de bevoegde instantie.

Indien mogelijk geschiedt communicatie als bedoeld in dit artikel elektronisch.

De met het oog op de bijlage ontwikkelde procedures en formulieren voldoen aan de desbetreffende bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart.

#### **Art. 5.** Aanhouding van het schip en vergoeding van kosten.

De havenautoriteit werkt samen met de bevoegde instantie om te voorzien in faciliteiten voor de opvang van aangehouden schepen.

Indien een schip wordt aangehouden, worden de kosten in verband met de aanhouding in de haven gedragen door de eigenaar of de exploitant van het schip.

#### **Art. 6.** Verslagen opgemaakt door de loodsen en de havenautoriteiten.

De loodsen van het Waalse Gewest die belast zijn met het aanleggen en losmaken van schepen in een haven van het Waalse Gewest of die werkzaam zijn op schepen die op weg zijn naar een haven van het Waalse Gewest lichten de bevoegde instantie onmiddellijk in wanneer zij bij het vervullen van hun normale taak opmerken dat er klaarblijkelijke anomalieën zijn die afbreuk kunnen doen aan de veilige vaart van het schip of gevaar voor schade aan het mariene milieu kunnen opleveren.

Indien de havenautoriteit bij de uitoefening van haar normale taken opmerkt dat een zich in hun haven bevindend schip klaarblijkelijke anomalieën vertoont die afbreuk kunnen doen aan de veiligheid van het schip of een onredelijk groot gevaar opleveren voor schade aan het mariene milieu, dient zij de bevoegde instantie daarvan onmiddellijk in kennis te stellen.

De loodsen en de havenautoriteit moeten ten minste de volgende gegevens rapporteren, indien mogelijk in elektronische vorm :

- scheepsinformatie (naam, IMO-identificatienummer, roepletters en vlaggenstaat);
- informatie betreffende de vaartroute (laatste aanloophaven, haven van bestemming);
- beschrijving van de aan boord vastgestelde klaarblijkelijke anomalieën.

**Art. 7.** Uitwisseling van informatie en samenwerking.

Naast de overeenkomstig de artikelen 4 en 6 van dit besluit verstrekte informatie deelt de havenautoriteit aan de bevoegde instantie de volgende in haar bezit zijnde informatie mee :

— informatie betreffende schepen die niet hebben voldaan aan alle voorschriften inzake verplichte aanmelding van dit besluit, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen en van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart;

— informatie betreffende schepen die uitgevaren zijn zonder te hebben voldaan aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

**Art. 8.** Sancties.

De gewestelijke ambtenaren bedoeld in artikel 6 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein zijn belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van dit besluit.

De overtredingen van de bij dit besluit opgelegde verplichtingen worden gestraft met de straffen bepaald bij de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg.

**Art. 9.** Uitvoering.

De Minister tot wiens bevoegdheden de Waterwegen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,  
Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE

## AANMELDING

Informatie die moet worden verstrekt overeenkomstig artikel 4.

De volgende informatie wordt verstrekt aan de havenautoriteit ten minste drie dagen voor het vermoedelijke tijdstip van aankomst in de haven of ankerplaats of vóór het vertrek in de vorige haven indien de reis naar verwachting minder dan drie dagen in beslag zal nemen :

- a) scheepsidentificatienummer (naam, roepletters, IMO-identificatienummer of MMSI-nummer);
- b) geplande duur van het verblijf in de haven;
- c) voor tankers :
  - configuratie : enkelwandig, enkelwandig met SBT, dubbelwandig;
  - conditie van de lading en ballasttanks : vol, leeg, gevuld met inerte gassen;
  - volume en aard van de lading;
- d) geplande handelingen in de haven of ankerplaats van bestemming (laden, lossen, andere);
- e) geplande wettelijk voorgeschreven inspectie en belangrijke onderhouds- en reparatiewerkzaamheden, uit te voeren in de haven van bestemming;
- f) datum van de laatste uitgebreide inspectie in het gebied dat onder het MOU van Parijs valt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2011 betreffende havenstaatcontrole.

Namen, 20 juli 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,  
Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN